



POLICE MUNICIPALE

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE
PORTANT

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL
ENTRE LE N°60 ET LE N°68 FRONT DE MER

PL/CB
APM 24/1170

Le Maire de la Ville de ROYAN,

Vu l'article L.2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'arrêté ASG n°20.1304a en date du 6 juillet 2020, portant délégation de signature à Monsieur Philippe CUSSAC, cinquième adjoint,
Vu l'article L.113-2 du Code de la Voirie Routière,
Vu la décision de Monsieur le Maire DC N°23.853 en date du 19 décembre 2023,
Vu la demande présentée par l'agence CITYA CÔTE DE BEAUTE, Syndic de Copropriété, sise 65 Front de Mer à 17200 ROYAN, en date du 27 mai 2024, à facturer à la SDC ILOT 18 ABCD, sise 2 à 64 Front de Mer et 4 à 126 rue Gambetta à 17200 ROYAN,
A l'effet d'obtenir l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public communal,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le demandeur est autorisé à occuper temporairement le domaine public à charge pour lui de se conformer aux conditions suivantes. Elles ne dispensent pas de faire application des Règlements Municipaux et de Police en vigueur.

- Situation : entre le n°60 et le n°68 Front de Mer – travaux réalisés par l'entreprise ACJP représentée par Monsieur Pascal ALIBERT, 8 rue Georges Claude à 17640 VAUX SUR MER
- Surface : 10 M² (mise en place d'une nacelle pour reprise éclat de béton et sous-faces/façade Front de Mer)
- Durée : du 10 au 21 juin 2024

ARTICLE 2 : Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités pour l'exécution des travaux devront être disposés de manière à laisser la libre circulation (piétons et véhicules). Ils seront éclairés la nuit jusqu'à enlèvement complet. Le demandeur peut être tenu de les entourer d'une clôture ou d'un masque.

ARTICLE 3 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le demandeur sera tenu d'enlever les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats et immondices et de réparer immédiatement tous les dommages et dégradations qu'il aura pu causer à la voie publique. Faute par lui de se satisfaire à cette prescription, ainsi qu'à toutes les autres conditions imposées par le présent arrêté, procès-verbal sera dressé et déféré au tribunal compétent.

ARTICLE 4 : La durée de cette occupation du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance calculée sur la base du barème joint en annexe.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est délivré sans préjudice du droit des tiers et des Règlements Municipaux.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté est adressée au demandeur conformément au Code Général des Collectivités Territoriales ainsi qu'au Trésorier Principal de la Ville.

Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 05 Juin 2024

Fait à ROYAN, le 03 juin 2024

Pour le Maire,
et par délégation
Le Cinquième Adjoint,

Philippe CUSSAC



MISE EN LIGNE LE 05-06-2024

VILLE DE ROYAN



SERVICE COMPTABILITÉ

NUM 502 7101/18
BREF: 06,1C8
DC N° 23 853



DECISION

CONCERNANT LES TARIFS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (CLOTURE DE CHANTIER, ECHAFAUDAGE, DEPOTS DE MATERIAUX)

Le Maire de la ville de ROYAN,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 18 juillet 2020, intervenue pour l'application des articles L 2122.22 et L 2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités de délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au profit du Maire, rendue exécutoire le 21 juillet 2020 compte-tenu de l'accomplissement des formalités légales,

Vu l'arrêté ASG N°20.1480 en date du 21 juillet 2020, portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Didier SIMONNET, Premier Adjoint au Maire, rendu exécutoire le 21 juillet 2020, compte tenu de l'accomplissement des formalités légales,

Vu la décision en date du 23 décembre 2022 (DC N°22/906) fixant les tarifs d'Occupation du Domaine Public (Clôture de chantier, Echauffage, Dépôts de matériaux) rendue exécutoire le 26 décembre 2022.

DECIDE

de fixer à compter du 1er janvier 2024, les tarifs d'Occupation du Domaine Public (Clôture de chantier, Echauffage, Dépôts de matériaux), comme suit

o Forfait pour dépôt d'une benne sur domaine public pour une durée inférieure ou égale à 3 jours	48,10 €
o Forfait pour occupation inférieure ou égale à 15 jours	99,60 €
o Au-delà de ces 15 jours par m ² et par mois d'occupation	
- le 1 ^{er} mois	10,70 €
- le 2 ^{ème} mois	12,20 €
- le 3 ^{ème} mois	16,90 €
- le 4 ^{ème} mois	19,80 €
- à partir du 5 ^{ème} mois et les mois suivants	25,80 €
Au-delà de 15 jours, il sera fait application du barème par mois. Le calcul se fera au prorata tempore du nombre de jours réellement occupés	
o Forfait pour occupation emplacement lors des déménagements (par jour)	17,90 €
o Forfait pour stationnement des véhicules lors des travaux	
- Inférieur ou égal à 7 jours	12,80 €
- Supérieur à 7 jours et inférieur ou égal à 21 jours	29,10 €
- Au-delà de 21 jours	1,00 € Par jour

d'encaisser la recette correspondante au compte 70321 Fonction 01 du Budget Communal.

Fait à ROYAN, le 19 décembre 2023

Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 21 décembre 2023

Pour le Maire,
et par délégation,
Le Premier Adjoint,



Didier SIMONNET